

## F o c u s   s u r . . .

### Les nouvelles scientifiques

Les arrivées au sein de l'UFR de Droit p. 3  
Changement de direction dans les laboratoires p. 4  
Nouvelles de la FiND p. 4  
Ça s'est passé dans les centres p. 5-8

### Les jeunes chercheurs

Les dernières thèses soutenues p.9  
Prix p.10

### Publications p.11-14

### Agenda p.15

### Recherche « Notariat et numérique » menée par le CEDCACE avec le soutien de la Mission de recherche Droit et justice

Depuis février 2018, le CEDCACE pilote la recherche « Notariat et numérique. Le cyber-notaire au cœur de la République numérique », financée par le GIP Mission de recherche Droit et Justice (pour une présentation complète du projet et de l'équipe, <https://cedcace.parisnanterre.fr/recherche-notariat-et-numerique-812740.kjsp> ).

Le groupe de recherche réunit des universitaires d'horizons divers (au sein du champ juridique – privatistes, publicistes comme historiens du droit – mais aussi, au-delà, informaticiens, économistes et sociologues) car les interrogations qu'engendre la confrontation du notariat avec la révolution numérique sont elles-mêmes très diverses : la dématérialisation et le développement de la visioconférence mettent-ils en danger la fiabilité des actes authentiques ? le notariat a-t-il encore un rôle d'authentificateur à jouer à l'heure du développement de la *blockchain* ? la dépendance du notariat à l'égard des nouvelles technologies fournies par des opérateurs privés est-elle compatible avec le statut d'officier public ministériel du notaire ? quelles réponses du notariat face à la platformisation de l'Etat et en particulier à la mise à disposition des usagers des données de la publicité foncière ?

Le groupe de recherche comprend également des praticiens – car nous n’avons pas voulu mener une recherche « hors-sol ». Bien au contraire, le premier temps de la recherche a été essentiellement consacré à la collecte de données empiriques sur le terrain – les Hauts-de-Seine constituant le périmètre d’étude jusqu’ici privilégié. Un premier questionnaire a été adressé, grâce au soutien de la Chambre départementale des notaires, à l’ensemble des acteurs de la profession dans le 92 : son objet était d’identifier les pratiques numériques des notaires et de leurs collaboratrices et collaborateurs, ainsi que leur ressenti face aux évolutions technologiques. 421 questionnaires ayant été utilement renseignés, nous disposons d’une base de données très riche que nous avons déjà largement exploitée : nos premières analyses ont été présentées en mars dernier et seront publiées dans un rapport que nous mettrons en ligne sur HAL à la fin du mois d’octobre. Un second questionnaire, dont les données sont actuellement en cours de traitement, a été adressé aux seuls dirigeants des offices afin d’identifier les politiques digitales mises en place dans le département. L’analyse des données recueillies sera enrichie d’observations et entretiens menés en parallèle dans les offices.

Le 3 octobre dernier a été initié un cycle de conférences trimestrielles dédié à la présentation des résultats de notre recherche. Cette première séance a porté sur la fiabilité du service notarial à l’épreuve du numérique et sur la dématérialisation de la publicité foncière. Elle sera suivie de trois autres, en janvier, avril et juin, avant le dépôt du rapport final, en août 2020.

Manuella Bourassin, Corine Dauchez et Marc Pichard,  
notariatetnumerique@liste.parisnanterre.fr

## Les arrivées au sein de l'UFR de Droit

### Les arrivées au sein de l'UFR de Droit

	Statut	Section	Laboratoire	Domaines principaux de recherche
<b>Audrey Darsonville</b>	PR	Droit privé	CDPC	Le droit pénal La procédure pénale Les infractions sexuelles Les peines
<b>Aude Epstein</b>	MCF	Droit privé	CEDCACE	Droit de l'environnement Théorie de l'information Responsabilité sociale de l'entreprise Droit économique progressiste Droit civil
<b>Elsa Fondimare</b>	MCF	Droit public	CTAD- CREDOF	Le droit de l'égalité et de la non-discrimination L'égalité entre les hommes et les femmes
<b>Jérôme Henning</b>	MCF	Histoire du droit	CHAD	Histoire du droit constitutionnel, Histoire du droit administratif, Perception et pratique du droit par des acteurs non professionnels Histoire parlementaire
<b>Gauthier Lenoach</b>	MCF	Droit Privé	CEDCACE	Droit des obligations Droit des affaires Droit des sociétés Droit fiscal des affaires
<b>Ninon Maillard</b>	MCF	Histoire du droit	CHAD	Histoire du droit canonique Droit animalier Droit et cinéma
<b>Nathalie Mihman</b>	MCF	Droit Privé	IRERP	Droit du travail Droit social international et européen Droit de la formation professionnelle
<b>Thibaud Mulier</b>	MCF	Droit public	CTAD	Droit constitutionnel Théorie générale de l'État Droit administratif (principe de légalité, fonctions de l'Administration) Droit international public (règlement des différends, recours à la force) Finances publiques

## Changement de directions dans les laboratoires

Le **Centre de Droit pénal et de Criminologie** (CDPC) de l'Université Paris Nanterre accueille de nouvelles Directrices : Madame Florence BELLIVIER et Madame Juliette TRICOT. Elles prennent la suite de Monsieur Pascal BEAUVAIS et de Madame Yvonne MULLER qui ont dirigé le CDPC pendant 5 ans.

Le **Centre de Recherche en Droit Public** (CRDP) de l'Université Paris Nanterre a changé son équipe de Direction. Madame Sabine BOUSSARD prend la suite de Madame Laurence FOLLIOU LALLIOT aux fonctions de Directrice du CRDP.

Monsieur Arnaud SEE prend la suite de Madame Sabine BOUSSARD aux fonctions de Directeur adjoint du CRDP.

## Nouvelles de la FiND

---

### Réunion autour des projets ANR le 1<sup>er</sup> octobre 2019

---

La FiND a organisé une formation aux projets ANR et a invité à cette occasion M. Miguel-Angel Rodriguez-Lizanna, responsable du service valorisation de la recherche au sein de la DRED. Il est, au niveau de l'Université, en charge d'accompagner les chercheurs qui déposent un projet. Il est venu présenter avec Carine Benayoun, la manière de comprendre et de répondre aux projets de recherche ANR. Son intervention a porté sur les points suivants :

- Les principaux axes de recherche de l'ANR ainsi que ses priorités
- Les critères d'éligibilité du projet et de son porteur
- Qu'est qu'un partenaire, qu'est-ce qu'un coordinateur
- Critère d'évaluation de la pré-proposition
- Importance du choix du comité d'évaluation
- Langue de rédaction du projet
- Durée du projet
- Evaluation du budget nécessaire

Au cours de cette formation ouverte à tout le personnel de l'UFR, monsieur Rodriguez-Lizanna et Mme Benayoun ont particulièrement insisté sur les manières d'ajuster les projets ANR aux attentes implicites et explicites dans des exposés riches d'enseignements.

M. Rodriguez-Lizanna tient d'ailleurs à la disposition de ceux qui le souhaitent le power point de sa présentation qui résume son propos. Vous pouvez en demander une copie auprès de Mme Benayoun.

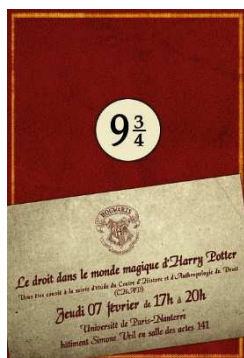
## Ça s'est passé dans les centres

### Au CHAD

---

#### Compte-rendu de la deuxième soirée d'étude – Harry Potter et le droit, le 6/06/2019

---



Le Centre d'Histoire et d'Anthropologie du Droit (CHAD) organise un rendez-vous trisannuel, les soirées d'études. Il s'agit à chaque édition de mettre en avant la transdisciplinarité mais aussi et surtout d'intégrer à la recherche universitaire des objets d'études considérés comme marginaux ou même indignes d'être pris en compte par le monde académique (les dirty subjects) : les littératures populaires, l'identité de genre, les appartenances ethniques, la télévision, les pratiques underground, la publicité.... En somme, les soirées d'études sont l'occasion de placer en regard le droit avec un thème inhabituel dans le domaine universitaire, un thème appartenant à la culture populaire ou marginale.

Nos travaux qui réunissent des spécialistes de diverses disciplines se dérouleront plus tardivement qu'à l'habitude pour les journées d'études. Au jour, la recherche universitaire académique ; à la nuit, les thèmes qui apparaissent aujourd'hui plus décalés. La nuit secrète, la nuit mystérieuse, la nuit enveloppante nous semble le moment idéal pour que se déroulent de pareilles recherches, qu'elles éclosent et peu à peu se développent et quittent le giron clandestin de l'obscurité.

La première session des soirées d'études du CHAD a eu lieu le jeudi 7 février et portait sur le thème du droit dans le monde magique d'Harry Potter. Fort du succès de cette première édition et étant donné que le thème proposé nous apparaissait fécond, nous avons décidé d'organiser une deuxième soirée d'étude sur le même sujet en mettant en avant les liens entre droit et magie à la fois dans l'univers d'Harry Potter mais également de manière générale. C'est ainsi que le 6 juin a eu lieu la deuxième édition des soirées d'études consacrée au droit et à la magie dans le monde d'Harry Potter.

Il a été ainsi question de la représentation de la sorcellerie de Macbeth à Harry Potter : une étude juridique et littéraire de la magie (Marion Attia, Doctorante en Histoire du droit, Université Paris-Nanterre) ; des finances publiques magiques (Nicolas Rousseau, Auditeur interne, Direction générale des finances publiques) ; de la question de savoir si la justice magique peut être qualifiée d'archaïque (Antoine Jamet, doctorant en droit public, Université Paris-Saclay), de la justice pénale internationale dans le monde de Harry Potter (Nora Stirn, docteure en droit comparé, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne) ou encore des rapports entre le droit et la magie en terre moldue : l'exemple des ordalies en pays Kabyè au Togo (Raymond Verdier, Directeur de recherche honoraire, CNRS). Cette dernière communication qui était précédée de la diffusion d'un documentaire de Raymond Verdier

présentant une ordalie dite des brindilles a permis de faire un point global sur les rapports entre droit et magie et a constitué une conclusion parfaite à ces deux soirées d'études consacrée à Harry Potter et le droit.

Cette deuxième édition des soirées d'études a confirmé le succès de la première. Le public est venu encore en nombre et les questions des auditeurs ont été nombreuses. Par ailleurs, trois heures durant, des juristes privatistes, publicistes, des historiens du droit ou encore des anthropologues ont permis de lever le voile sur les rapports entre le droit et la magie.

Pour cette nouvelles année universitaire 2019-2020, nous organiserons le 7 novembre 2019, la troisième édition des soirées d'études consacrée au droit dans l'univers littéraire d'Agatha Christie. Nous espérons vous y voir nombreux.

Ralph Evêque

Centre d'Histoire et d'Anthropologie du Droit (CHAD)

## Au CEDIN

---

### Colloque du 14 juin 2019 : Communication médiatique de l'Etat et droit international

---



Le CEDIN a organisé le 14 juin 2019 à l'Université Paris Nanterre un colloque sur le sujet : « Communication médiatique de l'Etat et droit international ». Ce colloque a inauguré un Programme de recherche du CEDIN sur « Les médias et le droit international ». Le colloque du 14 juin s'est proposé d'analyser dans un premier temps sous un angle pluridisciplinaire les manifestations de la communication à objet « international » de l'Etat au moyen de divers médias (presse, moyens audiovisuels, et plus récemment sites internet, réseaux sociaux...). La deuxième partie du colloque a concerné les effets en droit international de cette communication médiatique de l'Etat.

Lucyna Gomez Echeverri, Secrétaire générale du CEDIN

## Au CTAD

---

### Colloque des 23 et 24 mai 2019 : Introduire le Droit

---



Les 23 et 24 mai dernier, sur ses deux sites de l'Université Paris Nanterre et de l'Ecole normale supérieure, le CTAD UMR 7074 a tenu un colloque "Introduire le droit" consacré à l'enseignement de l'introduction du droit. Ce colloque avait été préparé par un comité d'organisation sous la direction de Manon Altwegg-Boussac. Au cours de quinze communications et de deux tables rondes avec dix interventions ont été abordées les nombreuses facettes de cette problématique : les diverses formes que prend l'introduction au droit en première année en France, les spécificités des introductions propres à chaque discipline, l'histoire de cette matière, sa place dans des pays étrangers (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie), la rédaction de "nouveaux" manuels d'introduction au droit, les possibilités de porter un regard critique sur le droit à travers ces introductions. Les expériences de plusieurs enseignants ayant utilisé des formules innovantes, les points de vue des auteurs récents de manuels d'introduction au droit, les réflexions de juristes appartenant à plusieurs générations et partageant un regard distancié sur l'enseignement traditionnel du droit ont contribué à donner à ces deux journées une portée générale sur l'enseignement du droit, ses évolutions et ses perspectives.

Jean- Louis HALPERIN, directeur du CTAD

## Au CEDCACE

---

### En collaboration avec le CTAD-CREDOF, cycle de conférences, *Touche pas à nos vieux...* : 3<sup>e</sup> conférence, 23 mai 2019, Vulnérabilité et vieillissement

---

#### [Retour sur la 3<sup>e</sup> conférence](#)



Le 23 mai dernier, s'est tenue la 3<sup>e</sup> conférence du cycle « Touche pas à nos vieux ! » consacrée au thème « Vulnérabilité et vieillissement ». Cette séance fut l'occasion d'échanges passionnants entre nos deux invités : Diane Roman, Professeure de droit à l'Université de Tours et

anciennement titulaire d'une Chaire Francqui sur la vulnérabilité à l'Université de Namur, et Daniel Dreuil, gériatre au CHRU de Lille, qui ont proposé un véritable regard croisé sur la question.

Le juriste qualifie souvent de vulnérable la personne qui se trouve dans un rapport marqué par l'inégalité. Ainsi celle qui, du fait de son âge, est en perte d'autonomie peut

être considérée comme vulnérable dans la relation contractuelle. Il peut alors être nécessaire d'intervenir sur le plan juridique afin de rééquilibrer la relation.

Le médecin utilise quant à lui plus volontiers le terme fragilité pour désigner le patient âgé dont l'autonomie vacille. C'est cette notion de fragilité que Daniel Dreuil est venu éclairer en exposant – à partir d'illustrations très concrètes faisant écho en chacun de ceux qui ont connu un proche très âgé – la dynamique de complications en cascade propre au patient fragile. La personne fragile est celle qui est « intolérante aux infidélités du milieu » et qui ne parvient donc plus à surmonter une à une les atteintes corporelles qu'elle subit du fait de son âge et des variations de l'environnement. La médecine propose désormais une prise en charge spécifique, consciente que ce patient doit bénéficier d'une approche globale et non d'une simple médecine d'organe, avec une attention particulière portée à son environnement. Aussi le gériatre doit-il par exemple s'intéresser au lieu de vie de son patient. À cet égard, les choses évoluent lentement (équipes mobiles de gériatrie, consultations et hospitalisations à domicile...), mais des progrès restent à faire dans ce domaine où le temps et le personnel manquent cruellement. Sans résoudre ces conséquences d'un manque d'investissement dans le grand âge, la « petite télé-médecine » (téléconsultation) pourrait se révéler d'une certaine utilité.

De son côté, le droit a aussi eu l'intuition qu'un traitement spécifique s'imposait pour la personne vulnérable, fragile, dans le but de

la protéger. Mais les solutions proposées sont paradoxales puisqu'au nom de la préservation de l'autonomie du sujet, le Droit limite en réalité cette autonomie. C'est ce mouvement du droit que Diane Roman a exposé avant de s'interroger sur les évolutions à venir pour les personnes que l'on peut qualifier « d'entre deux », entre l'individu autonome rationnel et l'individu incapable. Il paraît dès lors indispensable de repenser la capacité juridique actuellement fondée sur la seule cognition pour prendre en compte l'aptitude du sujet à avoir des valeurs et des désirs, éventuellement contradictoires. Là encore les réflexions juridiques n'en sont qu'à leurs balbutiements et la question du temps (discuter avec le sujet pour faire émerger sa volonté) semble une donnée majeure que l'on peine à concrétiser dans une société toujours en quête de résultats immédiats.

Le cycle se poursuit avec les trois dernières conférences de la première année consacrée aux concepts :

Vendredi 15 novembre 2019  
« Discriminations et vieillissement » - Marie Mercat-Bruns, juriste, Bernard Ennuyer, sociologue.

Jeudi 12 décembre « Genre et vieillissement » - Marc Pichard, juriste, Juliette Rennes, sociologue.

Jeudi 23 janvier 2020 « Solidarité et vieillissement » - Sophie Rozez, juriste, Béatrice Lecestre-Rollier, anthropologue.

Camille Bourdairé-Mignot (CEDCACE)  
Tatiana Gründler (CTAD CREDOF)  
[touchepasanosvieux@gmail.com](mailto:touchepasanosvieux@gmail.com)



## Les soutenances

Le 11 juillet 2019, Sarah STEFANO a soutenu une thèse sur « Le retour de l'état en droit international des investissements » sous la direction de Mathias Audit (CEDIN)

Le 23 août 2019, Andrea BANDEIRA DE MELLO SCHETTINI a soutenu une thèse sur « Les commissions de vérité et le processus de "règlement de compte" avec le passé violent : une analyse généalogique, juridico-institutionnelle et critique » sous la direction de Véronique Champeil-Desplats (CTAD-CREDOF)

Le 26 août 2019, Ana Carolina BRITO BRANDAO a soutenu une thèse sur « Genre, Gouvernance et Droit à la ville : le lieu des femmes dans l'agenda urbain international » sous la direction de Stéphanie Hennette Vauchez (CTAD-CREDOF)

Le 4 octobre 2019, Hussen ALAHWAL a soutenu une thèse sur « La question des droits de l'homme en Libye. Tentatives, obstacles et spécificités » sous la direction de Mr Boumediène (CTAD-CREDOF)

Le 8 octobre 2019, Kouassi Patric KRA a soutenu une thèse sur « Étude comparée de la protection du couple et de la famille dans l'IGR allemand et ivoirien en situation de changement démographique. Quelle fiscalité de la famille dans les pays au sud du Sahara au regard de l'héritage juridique français » sous la direction de Mme Dijoux/ M. Musil (CEJEC)

Le 5 novembre 2019, Andrea LOZANO ALMARIO va soutenir une thèse sur « L'articulation entre universalisme et régionalisme dans la protection de l'environnement marin et côtier des mers régionales. L'exemple de la Région de la Grande Caraïbe » sous la direction de Jean-Marc Thouvenin (CEDIN)

## Prix

### **PRIX DE LA JEUNE RECHERCHE EN PHILOSOPHIE DU DROIT**

#### *Appel à candidatures*

La Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques a décidé de créer un Prix de la jeune recherche afin de récompenser un article rédigé par un jeune chercheur en philosophie du droit. La Société n'entend privilégier aucun thème, aucune méthode ni aucune école en particulier : peut être soumis tout travail s'inscrivant dans le vaste champ de la théorie et de la philosophie du droit.

L'article récompensé sera publié en ligne à l'automne 2020 dans la revue Droit&Philosophie ([www.droitphilosophie.com](http://www.droitphilosophie.com)), et son auteur sera invité à en exposer les grandes lignes lors des premières Rencontres de la SFPJ qui se tiendront à Nice en septembre 2020.

L'article sera rédigé en français et ne devra pas excéder 60 000 caractères (espaces compris). Il sera envoyé à l'adresse suivante : [bureau.sfpj@gmail.com](mailto:bureau.sfpj@gmail.com) avec en objet : « Prix de la SFPJ ».

Peuvent candidater les doctorants ainsi que les docteurs ayant soutenu leur thèse depuis moins de 5 ans (et, le cas échéant, ayant été recrutés depuis moins de 2 ans sur un emploi permanent d'enseignant et/ou de chercheur dans une Université ou une institution de recherche).

## Direction d'ouvrage

**Borrillo Daniel**, Penser la GPA (co-dirigé avec Thomas Perroud), L'Harmattan, 2020

**Borrillo Daniel**, Les discriminations fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre : (Co-dirigé avec Félicien Lemaire), PUF, 2019

**Borrillo Daniel**, La libre disposition du corps : Un droit encore à conquérir, Editions Textuel, Coll. « Petite encyclopédie critique », Paris, 2019.

**Borrillo Daniel**, L'homophobie, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 2019

**Champeil-Desplats Véronique**, Théorie générale des droits et libertés, Paris, Dalloz, collection « A droit ouvert », 2019, 476 p.

**Champeil-Desplats Véronique**, Se mobiliser dans les facultés de droit. 1968-2018. Témoignages, (documents rassemblés par), Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2019, 86 p.

**Hennette-Vauchez Stéphanie**, Ce qui reste(ra) toujours de l'urgence, LGDJ/Varenne, 12/2018, 402 p

**Lochak Danièle**, Le Guide de l'entrée et du séjour des étrangers en France, Gisti, La découverte, juin 2019

**Lochak Danièle**, Étrangers, quels droits ?, Gisti-Dalloz, Coll. A savoir, 2e éd., septembre 2019

**Michineau Marine**, Droit fiscal, éd. LGDJ, juill. 2019, coll. CRFPA

## Direction de dossier de revue :

**Champeil-Desplats Véronique**, Dossier thématique. Modes de normativité et transformations normatives : de quelques cas relatifs aux droits et libertés, 8 juillet 2019 : <https://journals.openedition.org/revdh/6328>

## Chapitres dans des ouvrages collectifs

**Borrillo Daniel**, Préface au livre Derechos Humanos y nuevos modelos de familia de Jonatan Cruz Angeles, Thomson Reuters, Navarra, 2018.

**Borrillo Daniel**, Gender and diversity: Contributions in international jurisprudence in Paloma Duran y Lalaguna Sagrario Moran Blanco y Castor Miguel Diaz Barrado, Sustainable Development Goals. Goal 5: Gender Equality, Aranzadi, Pamplona, 2018.

**Borrillo Daniel**, Retos Eticos y necesidades normativas en la actividad asistencial en

medicina personalizada de precisión: la situación en Francia. In C.M., Romeo Casabona y al. Fundación Instituto Roche, Bilbao, 2018.

**Borrillo Daniel**, Lettre à Lacan, in Lettres à Lacan réunies par Laurie Laufer, Ed. Thierry Marchaisse, Paris, 2018.

**Latty Franck** « Lex sportiva et autonomie du sport », in Jean-Loup Chappelet (dir.), L'autonomie des organisations sportives, Observatoire international des politiques publiques sportives, Université de Lausanne / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019, pp. 35-43.

**Mongouachon Claire**, « Questionnements sur l'éviction de l'économie des exigences impérieuses d'intérêt général », in A. Boujeka, T. Habu Groud et L. Zevounou (dir.), Les libertés européennes de circulation au-delà de l'économie, p. 35-56, Mare & Martin, 2019

**Mongouachon Claire**, Commentaire de l'arrêt: Tribunal des conflits, 6 juin 1989, Ville de Pamiers, in Th. Perroud (dir.), Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative, LGDJ, 2019.

**Omarjee Ismaël**, "L'Europe sociale a-t-elle (encore) un avenir ?", in Droit social international et européen en mouvement, Liber amicorum en hommage à Pierre Rodière, LGDJ, 2019, p 365-386.

## Article de revue

**Borrillo Daniel**, "Gênero e sexualidade: Entre a explosão do pluralismo e os embates da normalização", Civitas - Revista

de Ciências Sociais, EDIPUCRS, 2018, Gênero e Sexualidade, 18 (1) Brasil.

**Borrillo Daniel**, Pouvoir Penser la Gestation pour autrui", Revue des Juristes de Sciences Po, n°15 : Le genre au prisme du droit, Law and Gender, Paris, 2018.

**Borrillo Daniel** "Sortir du paternalisme bioéthique", Editorial Espace Ethique Région Ile de France 15/02/2018.

**Chantebout Vincent**, Convention d'arbitrage et action directe de la victime contre l'assureur. Dalloz actualité, 28 février 2019

**Chantebout Vincent**, Contrôle de la mission, autorité de la chose jugée et loi de police, note sous Paris, 23 oct. 2018, Revue de l'arbitrage 2019, p. 508.

**Champeil-Desplats Véronique** avec Jérôme Porta et Laurent Thévenot, « Introduction : une expérience de recherche cooperative et transverse entre droit et sciences sociales », La Revue des droits de l'homme [En ligne], 16 | 2019: <http://journals.openedition.org/revdh/6460> ; traduction anglaise : « Introduction : a cooperative and transversal research experience between law and the social sciences », La Revue des droits de l'homme [En ligne], 16 | 2019 : <http://journals.openedition.org/revdh/7132>

**Champeil-Desplats Véronique** "Droit, pluralité des modes de normativité et internormativité. Regard juridique », La Revue des droits de l'homme [En ligne], 16 | 2019

: <http://journals.openedition.org/revdh/6413> ; traduction anglaise : « Law, the plurality of modes of normativity and their interactions », La Revue des droits de l'homme [ En

ligne],16 | 2019 : <http://journals.openedition.org/revdh/7108>

**Champeil-Desplats Véronique** avec M. Gutierrez, C. Bartolome Ruiz, B. Sarmiento, « André Jean-Arnaud, créateur et directeur de la Chaire UNESCO « Droits de l'homme et violence : gouvernement et gouvernance », in W. Capeller, J. Commaille, L. Ortiz, Repenser le droit. Hommage à André-Jean Arnaud, Paris, LGDJ, coll. Droit et société, n° 59, 2019, pp. 75-84

**Champeil-Desplats Véronique**, Contemporary states of exception and rule of law. General considerations from the French case of state of emergency 2015, November 14th – 2017, November 1st", in J. Kassner, C. Starger (ed.), The Value and Purpose of Law. Essays in Honor of M. N. S. Sellers, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2019, pp. 104-116

**Champeil-Desplats Véronique**, Chronique trimestrielle (avec S. Hennette-Vauchez) : « Contrôle de l'administration, libertés publiques, relations avec les citoyens », RFAP, 2019, n°169, pp. 239-250

**Hennette- Vauchez Stéphanie**, « Nous sommes Achbita », Revue trimestrielle de droit européen 2019-1

**Hennette- Vauchez Stéphanie** « Gender Balance in International Adjudicatory Bodies”, in H. Ruiz Fabri dir., Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law, Oxford University Press, 2019

**Hennette- Vauchez Stéphanie**, (avec Elsa Fondimare): “Incompatibility between the ‘French Republican model’ and anti-discrimination law ? Deconstructing a familiar trope of narratives of French law”, in Mathias Möschel & Barbara Havelkova

dir., Civil Law Approaches to Anti Discrimination Law, Oxford University Press, 2020 à paraître

**Hennette- Vauchez Stéphanie**, « Baby Loup à Genève : diversité des interprétations de la liberté religieuse et de la discrimination en droit(s) européen(s) et international », in Beligh Nabli dir., Laïcité de l'Etat et Etat de droit, LGDJ 2019

**Mongouachon Claire**, « Ordolibéralisme et discipline budgétaire européenne : forces et limites de l'analogie », Politeia n° 35, 2019.

**Omarjee Ismaël** "Présomption de justification des différences de traitement conventionnelles : une instrumentation maladroite du droit de l'Union européenne", note sous Cass. Soc. 3 avril 2019, Revue de droit du travail, mai 2019, Controverse, p 301.

## Actes de colloque :

**Michineau Marine**, "Le cumul des sanctions et poursuites en droit fiscal", p. 123, Actes du colloque Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?, Dir. P.-Y. Gahdoun, A. Ponselle, E. Sales, Presse de la Faculté de Droit et Science politique de Montpellier, 2019

**Michineau Marine**, "La facturation", Actes du colloque, organisé par A.-S. Choné Grimaldi, La réécriture du Titre IV du Livre IV du code de commerce, Concurrences, sept. 2019, p. 57.

## Rapports institutionnels

**Borrillo Daniel**, Réserve héréditaire : une entrave à la liberté, à l'égalité, à la solidarité et à l'esprit entrepreneurial : Audition de Daniel Borrillo devant le groupe de travail portant sur la réserve héréditaire dirigé par Ph. Potentier et C. Pérès, Direction des affaires civiles du Ministère de la Justice, 29/04/2019.

## Conférences publiques et interventions diverses

**Lochak Danièle**, Participation au colloque : « A quoi servent encore les

universitaires ? », Université Paris-Dauphine, 15 mai 2019

**Lochak Danièle**, Participation à la nuit de l'ENS, sur le thème : « L'origine des droits de l'homme », 7 juin 2019

**Lochak Danièle**, Intervention au colloque « Accueillir les étrangers » sur le thème : « le monde associatif et l'accueil des étrangers », MSH Paris-Nord, 28 juin 2019

**Lochak Danièle**, Colloque à Goutelas : « L'hospitalité défiée par les migrations », les 4 et 5 octobre 2019.

## Colloques, journées d'étude, séminaires

**9 octobre 2019,**

La simplification de la justice pénale : derrière le slogan quelle réalité juridique, Amphi Max Weber, CDPC

**11 octobre 2019,**

Colloque international sur le thème « la vulnérabilité en droit international, européen et comparé, Bâtiment Max Weber, CEJEC

**5 Novembre 2019**

Séminaire sur les mythes fondateurs du Droit, En finir avec le mythe des "Pères" fondateurs du droit international. A la (re)découverte de Christine de Pizan (1365-1430), 17h, F 142, CHAD

**7 novembre 2019**

Quelle politique pénale pour l'Union européenne ? 14h, Bâtiment Max Weber, amphithéâtre, CDPC

**8 novembre 2019,**

Les principes du droit pénal à l'épreuve du recouvrement des avoirs criminels, Chambre criminelle de la Cour de Cassation, 5 quai de l'horloge, Paris I, 9h à 17h, CDPC

**15 novembre 2019,**

Commemorating the fall of the Berlin wall, bat. Max Weber, 14h, CTAD

**3 décembre 2019,**

Ecrire l'inénarrable et retrouver le sens de l'universel, autour du livre de Philippe Sands, retour à Lemberg, Bat. S. Veil, Salle F 352, 14h30

**5- 6 mars 2020,**

Colloque international sur 21 siècles de formulaire, CHAD

## Séminaire *Touche pas à nos vieux*, CEDCACE-CTAD-CREDOF

**Vendredi 15 novembre 2019**

« Discriminations et vieillissement » - Marie Mercat-Bruns, juriste, Bernard Ennuyer, sociologue.

**Jeudi 12 décembre**

« Genre et vieillissement » - Marc Pichard, juriste, Juliette Rennes, sociologue.

**Jeudi 23 janvier 2020**

« Solidarité et vieillissement » - Sophie Rozez, juriste, Béatrice Lecestre-Rollier, anthropologue.

## Cycle de conférences, *Les biens communs, un outil juridique à aiguïser*, CEDCACE-CRDP

**23-24-25 octobre 2019**

« L'eau, un bien commun ? », villa Finaly à Florence, CEDIN/CRDP

**22 novembre 2019**

« La personnification de la Nature » (CEDIN)

Pour contacter La FiND

Mathieu Soula, directeur  
m.soula@parisnanterre.fr

Carine Benayoun, responsable administrative  
carine.benayoun@parisnanterre.fr

Université Paris Nanterre, Bâtiment F, Bureau 522  
200 avenue de la République 92001 Nanterre Cedex  
Tel : 01 40 97 78 16